

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 97 (1952)
Heft: 12

Artikel: Réminiscences de guerre froide
Autor: Revol, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348517>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réminiscences de guerre froide

L'expression nouvelle assez troublante de *guerre froide* remplace aujourd'hui ce que l'on appelait naguère d'un terme non moins inquiétant la *tension politique*. Mais, tandis que celle-ci présageait la rupture éventuelle des relations diplomatiques entre deux Etats seulement et qu'elle concernait une période relativement brève, ne tardant pas à évoluer vers l'apaisement ou le plus souvent, hélas ! vers le conflit des armes, celle-là, au contraire, s'étend sur une durée plus longue, sur une suite de plusieurs années et elle englobe une collectivité d'Etats, prélude à une vaste guerre de coalition. Elle représente en somme, dans les sociétés modernes, une préparation de la guerre sous ses multiples points de vue, intensive et en quelque sorte permanente, conséquence logique de la notion de guerre totale.

Cette préparation à la guerre devient ainsi la tâche la plus urgente, la plus absorbante des gouvernements, celle devant laquelle toutes les œuvres de caractère pacifique sont tenues de céder le pas.

Jadis, la distinction était nette entre temps de paix et temps de guerre. Dans le premier, on ne s'occupait de la guerre qu'au ralenti, avec des organismes spécialisés que l'on laissait d'ailleurs trop souvent s'ankyloser dans une trompeuse insouciance. On passait brusquement à l'état de guerre et la courte période de tension politique faisait alors précipiter la mobilisation des armées. Aujourd'hui, il est de plus en plus normal d'avoir des unités toutes prêtes, en sorte que guerre froide et guerre réelle s'emboîtent entre elles de façon presque auto-

matique, les laissant apparaître comme une conséquence inéluctable l'une de l'autre.

Cette situation nouvelle influe tout particulièrement sur le comportement d'un Etat neutre comme est la Suisse. Car si la tension politique ne l'engage qu'autant que les belligérants en puissance sont ses voisins immédiats et pour la partie de ses frontières qui leur est commune, l'état de guerre froide l'incorpore tout entier et d'avance dans le vaste théâtre des futures opérations militaires, après l'avoir plus ou moins mêlé, en dépit de sa neutralité proclamée, aux manœuvres diplomatiques, économiques, sociales ou de propagande caractéristiques de la guerre froide.

La guerre froide, en effet, bien que se déroulant selon le rythme habituel des préparations à la mise en action des forces armées, profite de ce qu'elle dispose du double bénéfice de l'espace et du temps pour étendre son œuvre à tous les domaines de l'activité nationale ou internationale.

La diplomatie s'en trouve ragaillardie. Tandis qu'auparavant elle poursuivait, non sans mollesse, ses objectifs disparates où elle oubliait fréquemment sa mission essentielle qui consiste à négocier avec l'étranger de façon à s'assurer la supériorité des armes en prévision d'un conflit, désormais la guerre froide impose aux diplomates d'avoir cette mission sans cesse présente à l'esprit. Trop souvent, ces derniers se désintéressaient des combinaisons établies par les chefs militaires. Une intime et constante collaboration doit unir les uns avec les autres. Il ne faut plus que se reproduise ce que l'on vit entre les deux guerres : le Quai d'Orsay promettant sa garantie à des pays fort éloignés de la France, alors que l'armée française s'organisait en vue d'une stricte défense excluant toute idée d'entreprise guerrière au-delà des frontières. Les chancelleries deviennent ainsi un rouage aussi important que les états-majors dans la conception au niveau gouvernemental des plans de guerre.

Il en va de même des autres administrations de l'Etat.

Chacune met en tête de ses programmes la préparation à la guerre. Dans les villes, le bien-être des populations passe après leur sécurité. Les communications et moyens de transport, s'ils se développent en fonction des échanges pacifiques, n'en tiennent pas moins compte des nécessités du temps de guerre et l'infrastructure se prête avant tout aux rapides déplacements de troupes ou de convois militaires. Les usines, dont les stocks sont constitués plus en vue des fabrications de guerre que des besoins d'usage courant, se mettent en mesure de transformer leur outillage dans les moindres délais pour passer de l'industrie de paix aux industries de guerre. L'agriculture elle-même se plie à une sorte d'autarcie imposée par les productions naturelles de chaque coalition. Il n'est pas jusqu'aux institutions sociales qui ne s'ingénient à troubler le moins possible la vie des individus au moment où se produira le changement de régime.

L'état de guerre froide présuppose l'existence d'un adversaire déclaré. Dès lors les forces armées se trouvent mises en présence d'une mission précise ; elles se préparent non pas pour faire la guerre en général, mais pour faire une guerre bien déterminée, condition fondamentale à un travail utile préalable. Cette guerre, avons-nous dit, est celle d'une coalition contre une autre coalition. On sait de quelle nature sont les difficultés à surmonter en matière de commandement et d'organisation des armées d'abord, puis en ce qui concerne la fixation des objectifs à atteindre par chacune d'elles. En vérité, on dispose pour s'y préparer, de toute la durée de la guerre froide. Mais tout n'est pas avantage. Il y a bien des précautions à prendre qui ne s'imposaient autrefois qu'à un moindre degré. Celle par exemple, relative au secret des préparatifs. Le secret permet la surprise et celle-ci reste le facteur déterminant dans la réussite de toute manœuvre. Malheur au belligérant qui ne sait pas ou qui néglige de dissimuler à son adversaire les moyens dont il dispose ou les plans qu'il compte réaliser. Dans la guerre froide actuelle, devant l'atti-

tude énigmatique qu'observe l'U.R.S.S. derrière son rideau de fer, on reste stupéfait de voir le camp opposé étaler à tous les yeux et en discuter parfois avec âpreté, la puissance des armes qu'il forge, leur nombre et leurs emplacements, la valeur des divisions qu'il organise et les dates de leur arrivée sur les bases de concentration. Il n'y a pas de doute : le plus secret se trouvera, au jour du conflit ouvert, en bien meilleure posture que celui qui s'est rendu coupable d'indiscrétion, quand bien même il se prévaudrait de liberté démocratique !

La guerre froide exige encore que les mesures de coercition prises à l'égard de l'adversaire ne le poussent à se résoudre à la guerre tout court avant l'époque que l'on s'est fixée à soi-même. Il y a là tout un jeu bien délicat fait de menaces et d'apaisements, d'avances et de reculs, d'accords et de ruptures, de feintes et de coups droits, bref de finesse dans lequel la psychologie tient un rôle de premier plan.

La guerre froide revêt alors toutes les caractéristiques qui lui sont propres.

C'est, d'un côté, l'ambition, le désir de s'étendre, la volonté de domination ; de l'autre, la défiance précautionneuse, la recherche d'appuis extérieurs, les mesures de sécurité défensive. Les deux camps mettent sur pied leur économie de guerre. Une intense activité diplomatique se déploie tantôt dans un sens agressif, tantôt vers de simples parades ; elle multiplie, enfle ou endort les rapports internationaux, soulève des conflits accessoires, provoque sur des points secondaires et par armées interposées, des combats d'usure réels. Chacun arme du mieux qu'il peut ; insensiblement, les armées principales se rapprochent, au point d'en arriver au contact, duquel peut jaillir l'étincelle qui les mettra irrémédiablement aux prises. Avant d'en arriver là, une vive propagande s'efforce de rallier l'adhésion populaire ; de violentes campagnes de presse où le mensonge alterne avec les affirmations les plus émotives, agissent sur les foules, les énervent et les exaspèrent.

En résumé, incidents de frontière, blocus économique,

obstruction aux relations culturelles, conflits secondaires, internements ou expulsions, procès d'espionnage, tous ces procédés, nous les voyons mis en œuvre entre les deux blocs de puissances qui se partagent la domination du globe.

* * *

Cette attitude d'opposition et de tragique rivalité qu'un nom nouveau désigne à présent constitue-t-elle en fait, une véritable nouveauté ? Est-ce d'aujourd'hui seulement que l'on voit deux Etats adverses, non pas même s'observer avec méfiance comme ce fut le cas entre la France et l'Allemagne après 1870, mais encore se nuire mutuellement au cours d'une longue période et s'apprêter à en venir aux mains après avoir usé de toutes les armes que la guerre froide a pu mettre à leur disposition ? On trouverait sans chercher beaucoup dans l'histoire des situations analogues à ce qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, sépare l'U.R.S.S. des Etats-Unis d'Amérique. Aucune n'offre une pareille évocation et pour tout dire un parallélisme aussi frappant que celle ayant, au début du siècle dernier, opposé la France de Napoléon à la Russie du tzar Alexandre 1er.

Certes, il ne saurait être question d'une rigoureuse similitude ; en aucun cas l'histoire ne se répète dans des conditions identiques ; il n'y a pas de déterminisme historique. Qu'on en juge par la disproportion dans les dimensions ! Tandis qu'il s'agit aujourd'hui d'un différend entre les deux puissances qui se partagent le monde, il n'y avait, de 1807 à 1812, que deux empires en présence l'un de l'autre sur le seul continent européen. L'Angleterre, maîtresse des mers, alliée de la Russie dans sa lutte contre l'impérialisme napoléonien, s'est, à l'heure actuelle, ralliée au camp occidental, encore qu'elle ne semble rompre qu'à regret son courant d'échanges commerciaux avec l'U.R.S.S.

Cette U.R.S.S. qui n'était alors que la Russie des tzars

était surtout forte de l'immensité de son territoire et de la sévérité de son climat, des armes pour la guerre véritable — et l'on sait quelle a été, à deux reprises, leur terrible efficacité —, mais sans influence dans le processus de guerre froide envisagé ici. La sensible différence qui existait entre les possibilités économiques des deux belligérants du XIX^e siècle s'est considérablement atténuée de notre temps, bien que l'Occident dispose toujours sur l'Orient d'une marge de supériorité en ce qui concerne les potentiels de guerre respectifs.

Il semble bien que l'interversion soit complète d'une époque à l'autre entre les mentalités dirigeantes des protagonistes. Si l'on a pu très justement écrire qu'Alexandre I^{er} c'était le rêve et Napoléon l'action, l'on ne s'aventure point trop en attribuant à Staline l'action, réservant le rêve, c'est-à-dire la prédominance de l'idéologie à l'Amérique, non d'ailleurs sans un fond commun d'utilitarisme : on peut y voir ce qu'un Américain d'aujourd'hui appelle le conflit fondamental entre l'absolutisme russe et le républicanisme américain.

Ceci mis à part, le parallélisme n'en reste pas moins frappant. Une Europe en fermentation comme est aujourd'hui le monde, de profondes transformations en cours dans l'ordre politique et au point de vue social, conséquence immédiate de brusques renversements dynastiques et de sanglantes guerres nationales, le désordre dans les esprits généralisé, de cruelles privations à subir, partout l'inquiétude du jour et l'appréhension du lendemain, rien de sûr ni de stable, l'idée de patrie ébranlée, en pleine évolution, provoquant des nationalismes exacerbés, voilà pour le cadre d'ensemble commun aux deux époques.

L'alliance conclue à Tilsit répondait à une nécessité dictée par les circonstances du moment. Mais à travers les manifestations apparentes d'une amitié trop spectaculaire pour être sincère et durable, France et Russie gardaient entre elles un fonds de défiance et de suspicion, voire d'hostilité récipro-

que. L'union scellée sur les bords du Niémen, au lendemain de batailles acharnées dont les ruines étaient encore fumantes, tout contribua à l'ébranler quand chacun se remit en présence de ses impératifs permanents.

C'était pour Napoléon l'obligation de maintenir sa prédominance sur l'Europe centrale et d'empêcher que l'Orient méditerranéen, frappé de faiblesse congénitale, ne tombât aux mains des Russes ou des Anglais. Quant à Alexandre, il était dans son rôle et dans sa nature d'être constamment demandeur, alors même que la masse encore obscure de son immense empire exerçait déjà sa menace de submersion à la fois sur l'Europe et sur l'Orient. Ne céder à ses exigences que le moins et le plus tard possible, tout en lui laissant espérer beaucoup, ce jeu dilatoire de Napoléon, bientôt deviné par le tzar promptement revenu de son engouement des premières rencontres, assailli de doutes, atteint d'un complexe d'inquiète susceptibilité, provoquera entre les deux pays un état de malaise qui ira chaque jour en s'amplifiant. Chaque jour en fera naître de nouveaux prétextes quelles que soient les magnifiques concessions faites à la Russie, soit au Nord, soit sur le Danube. A Saint-Petersbourg, on ne veut voir que l'extension démesurée de la puissance napoléonienne sans se dire que la réorganisation de l'Allemagne et de l'Italie, l'affaire d'Espagne, la tendance à soumettre à sa loi la Méditerranée tout entière, c'est la lutte contre l'Angleterre, plus que la soif de la conquête, qui les impose à l'Empereur.

Ce sur quoi cependant l'accord franco-russe buta le plus rudement, ce fut au sujet du grand-duché de Varsovie. Le rétablissement d'une Pologne indépendante toujours redouté d'un côté, toujours laissé en suspens de l'autre, empoisonna les relations entre les souverains. De l'aspect psychologique de cette question, découlèrent, avec les espérances obstinées de la Prusse, la tentative autrichienne de 1809. Dans cette guerre, le tzar Alexandre négligea de faire son devoir d'allié, il manqua de loyauté envers la France ; on eût dit qu'il faisait

déjà la guerre par personne interposée. Toutes les tentatives ultérieures de rapprochement étaient vouées à l'échec : mariage russe, garanties contre le rétablissement de la Pologne, rien ne pouvait rompre les suspicions réciproques, le mystère dont chacun s'entourait ; les exigences, hésitations ou refus l'emportaient chaque fois. Il ne restait plus qu'à se préparer à la guerre, ce que l'on fit à partir de 1810, sinon avec une préméditation consciente, du moins dans un esprit de prévision légitime, la rendant ainsi inévitable.

Si chacun se lance dans la voie dangereuse des armements, Alexandre est toujours en avance. Un moment, il aspire même au rôle d'agresseur ; il se flatte de surprendre Napoléon. Mais le courage lui manque d'aller jusqu'au bout de son intention qui, sans doute, lui eût été fatale. Rétabli dans sa volonté de défense, il résistera sur son sol quand Napoléon, soumis à la loi inexorable de son fragile édifice d'union occidentale, viendra l'attaquer. Dès lors, l'initiative de l'Orient se limite à engager la lutte sur le terrain économique, en vérité le plus sensible à Napoléon. Ainsi s'élargit la brèche qu'une Scandinavie hostile a déjà ouverte dans le... rideau de fer, soldats et douaniers, tendus par l'Empereur sur le continent aux marchandises de l'Angleterre.

* * *

Est-il maintenant besoin, pour des lecteurs avertis, d'insister sur les analogies que suggère ce rapide exposé ?

Passés aujourd'hui à l'échelle mondiale, les Alliés d'hier et rivaux du moment représentent, les Etats-Unis, une puissance colossale en face de l'U.R.S.S., toujours masse énorme, obscure, fermée, aux possibilités insoupçonnées mais singulièrement accrues et dont le dynamisme double d'une expansion sociale fanatique, le fervent patriotisme défensif de naguère.

Entre ces deux super-grands, la petite Europe, morcelée en Etats indépendants, telle on la voyait autrefois, ruinée par

les guerres, incapable par ses persistantes jalousies intérieures, de faire sentir le poids de sa propre force. Tant bien que mal, grâce à la puissance de son épée, Napoléon avait fait un faisceau de cet Occident européen, tout comme les Etats-Unis cherchent à le réaliser grâce au prestige et à l'efficiencé de leurs dollars. En face d'eux, usant des facilités consenties par ses alliés anglo-saxons du deuxième conflit mondial, l'U.R.S.S. a accentué sa progression jusqu'au-delà de l'Elbe sur le centre du continent. Des deux parts, après un bref prélude d'observation et de défiance, les armements s'accélérent : Eisenhower à Louveciennes, c'est Davout à Hambourg, comme les palabres du Palais Rose évoquent l'entrevue d'Erfurt ; manigances de duperie, elles tendent à amortir le pas cadencé des lourds bataillons... ; la montée des Américains en Europe rappelle celle de la Grande armée d'abord vers l'Elbe, puis vers l'Oder, la Vistule et jusqu'au Niémen. Le réarmement de l'Allemagne, autrement dit la reconstitution au centre de l'Europe d'un Etat agressif capable de reprendre vers l'Est l'œuvre des Chevaliers teutoniques, sera-t-il ou ne sera-t-il pas la pomme de discorde que fut le rétablissement, moins réel qu'imaginaire, de la Pologne ? Il fait suite au plan Marshall et au pacte Atlantique sanctionnant la prise de possession des Etats-Unis sur l'Occident de l'Europe, de même que l'épouvantail polonais apparaissait la conséquence logique d'un empire français étendu de l'Espagne à la Baltique et à l'Adriatique. L'Orient, dont se servait Napoléon quand il faisait venir l'eau à la bouche d'Alexandre, nourrit encore aujourd'hui les aspirations des Grands, mais chacun y met une ardeur décuplée. C'est qu'il n'est plus seulement question du prestige : gloriole pour celui-ci d'entrer à Constantinople, visées lointaines chimériques sur l'Inde pour celui-là. Les terrains pétroliers du Moyen-Orient et toute l'Asie des mers chaudes sont aujourd'hui l'enjeu de sonnantes et trébuchantes réalités : déjà on en vient aux mains par comparses interposés...

Qu'est-il possible d'augurer de cette situation de guerre

froide ? Quels lendemains nous réserve l'état de tension aiguë qui se prolonge entre les vainqueurs de l'Allemagne hitlérienne ? La guerre froide d'il y a un siècle et demi a dégénéré en un conflit européen portant alternativement les Français à Moscou et les Russes à Paris. De celle d'à présent sortira-t-il de même un troisième conflit mondial ?

Heureusement, l'avenir ne s'inscrit pas fatalement dans le passé. Aujourd'hui, U.R.S.S. et Etats-Unis d'Amérique n'ont rien à désirer l'un et l'autre qu'ils ne trouvent chez eux, qu'il s'agisse de l'espace ou des ressources économiques, de l'abondance des matières premières, des richesses agricoles, des possibilités industrielles, d'une démographie en accroissement continu. Une seule chose les sépare, en vérité d'importance : chacun de ces peuples s'inspire d'une idéologie différente, l'absolutisme soviétique s'oppose à la libre démocratie américaine.

Si la guerre a éclaté en 1812, ce sont moins les faits eux-mêmes qui la provoquèrent que l'obstination des maîtres de l'heure et leur croyance en l'efficacité de la guerre ; pour eux, le recours aux armes devait procurer dans tous les cas la solution des crises internationales. Or on sait maintenant par expérience et non plus seulement par ouï-dire que la guerre, quelle qu'elle soit, ne paye pas. Désastreuse pour le vaincu, elle impose au vainqueur des sacrifices toujours excessifs. C'est pourquoi on ne doit point se départir d'un certain optimisme et l'on voudrait pouvoir mettre sa confiance dans la sagesse instinctive des peuples et la volonté raisonnable de leurs dirigeants.

Général J. REVOL
